



Assemblée générale

Distr. générale
23 août 2007
Français
Original : anglais

Soixante-deuxième session

Point 61 c) de l'ordre du jour provisoire*

Activités opérationnelles de développement : coopération Sud-Sud en vue du développement

État de la coopération Sud-Sud

Rapport du Secrétaire général**

Résumé

Le présent rapport examine l'état de la coopération Sud-Sud entre les pays en développement (coopération Sud-Sud) de 2005 au premier semestre de 2007. Il note que cette période s'est caractérisée par une évolution de la dynamique des relations Sud-Sud, comme le montre l'adoption de nouveaux cadres stratégiques visant à encourager la coopération entre les pays en développement aux niveaux national, régional, interrégional et mondial. Il note également l'accroissement des échanges commerciaux Sud-Sud, l'augmentation des flux d'aide au développement Sud-Sud, le renforcement des capacités institutionnelles pour appuyer la coopération Sud-Sud et une tendance vers l'adoption de mesures plus concertées en vue de la réalisation effective d'un certain nombre d'objectifs de développement convenus au niveau international, notamment les objectifs du Millénaire pour le développement.

* A/62/150.

** La soumission du présent rapport a été retardée par les vastes consultations qu'il a nécessitées.



Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–5	3
II. Évolution de la dynamique de la coopération Sud-Sud	6–44	4
A. Forte augmentation des échanges et des investissements Sud-Sud.....	10–16	5
B. Relance de la coopération régionale et interrégionale Sud-Sud	17–31	6
C. Intensification de la coopération Sud-Sud pour le développement.....	32–44	9
III. Nouveaux défis et possibilités pour la coopération Sud-Sud.....	45–87	12
A. Tirer le meilleur parti possible des solutions Sud-Sud en vue d'atteindre les objectifs de développement convenus au niveau international, y compris les objectifs du Millénaire pour le développement.....	46–53	12
B. Multiplier les démarches multilatérales en vue de surmonter les problèmes de développement communs	54–62	14
C. Encourager les partenariats Sud-Sud, les partenariats triangulaires et les partenariats public/privé de vaste portée.....	63–75	15
D. Renforcement de la cohérence de l'aide du système des Nations Unies à la coopération Sud-Sud	76–81	19
E. Étude de mécanismes novateurs de financement des échanges Sud-Sud	82–87	21
IV. Recommandations	88	22

I. Introduction

1. Le présent rapport examine l'état de la coopération entre les pays en développement (coopération Sud-Sud) de 2005 au premier semestre de 2007. Il note que cette période s'est caractérisée par une évolution de la dynamique des relations Sud-Sud, comme le montre l'adoption de nouveaux cadres stratégiques visant à promouvoir la coopération entre les pays en développement aux niveaux national, régional, interrégional et mondial. Le rapport souligne également l'accroissement des échanges commerciaux Sud-Sud, l'augmentation des flux d'aide au développement Sud-Sud, le renforcement des capacités institutionnelles pour appuyer la coopération Sud-Sud et une tendance vers l'adoption de mesures plus concertées en vue de la réalisation effective d'un certain nombre d'objectifs de développement convenus au niveau international, notamment les objectifs du Millénaire pour le développement.

2. Conformément à une tendance mise en lumière dans le précédent rapport du Secrétaire général (A/60/257), le présent rapport indique que les pays du Sud ont, en général, enregistré des taux de croissance nettement plus élevés que ceux des pays développés en raison de l'accroissement rapide des échanges et des investissements Sud-Sud et nombre d'autres échanges¹.

3. En dépit de l'intensification de la coopération et des échanges Sud-Sud, la promotion d'une croissance économique équitable et inclusive et d'un développement durable demeure l'un des principaux sujets de préoccupation des pays en développement. Comme il reste moins de 10 ans pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, les institutions multilatérales, les banques, les organisations de la société civile et les dirigeants mondiaux des pays en développement et des pays développés s'inquiètent de plus en plus de ce que nombre de pays ne sont pas en voie actuellement d'atteindre les objectifs fixés. En fait, de nombreux pays d'Afrique subsaharienne et de pays parmi les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits pays insulaires en développement, continuent de prendre du retard sur les autres pays en ce qui concerne la réalisation des objectifs de développement convenus au niveau international, y compris les objectifs du Millénaire pour le développement.

4. En soulignant l'émergence d'importantes tendances dans la coopération Sud-Sud au cours de la période 2005-2006, le présent rapport appelle l'attention sur un certain nombre de nouveaux défis à relever et de possibilités qui s'offrent pour accroître l'impact de la coopération Sud-Sud : a) orienter les efforts Sud-Sud vers la réalisation des objectifs de développement convenus au niveau international, notamment les objectifs du Millénaire pour le développement; b) intensifier l'assistance multilatérale aux initiatives Sud-Sud; c) encourager les partenariats inclusifs pour la coopération Sud-Sud, y compris les partenariats triangulaires et entre le secteur public et le secteur privé; d) améliorer la cohérence de l'assistance que fournit le système des Nations Unies en vue de cette coopération; et e) encourager la mise au point de mécanismes de financement novateurs de la coopération Sud-Sud.

5. Le présent rapport s'inspire des conclusions des rapports portant les cotes SSC/15/1 et 2, des rapports des entités des Nations Unies et du résumé des

¹ <http://ipsnews.net/news.asp?idnews=35930>.

conclusions de la réunion du Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud (29 mai-1^{er} juin 2007), ainsi que d'autres rapports et sources d'information.

II. Évolution de la dynamique de la coopération Sud-Sud

6. La vigueur de la croissance économique d'un certain nombre de pays, tels que le Brésil, la Chine, la Fédération de Russie et l'Inde, ainsi que de celle d'un certain nombre d'autres pays en développement, y compris l'Afrique du Sud, le Chili, l'Égypte, le Ghana, la Malaisie, le Qatar, Singapour, la Thaïlande et la Turquie, a eu des incidences importantes sur les perspectives de développement des autres pays du Sud. Un nombre croissant de pays en développement sont devenus des centres régionaux de dynamisme économique, agissant non seulement en tant que bénéficiaires mais également en tant qu'acteurs contribuant aux échanges Sud-Sud.

7. L'émergence de nouveaux pôles de croissance dans le Sud, un nombre croissant de pays se spécialisant de plus en plus dans les activités de fabrication manufacturière, d'échanges et d'investissements, a considérablement modifié le paysage économique de la planète, en créant une nouvelle dynamique dans le commerce, les investissements et les flux d'aide au développement en provenance et à l'intérieur des pays du Sud.

8. On notera en particulier que les sociétés transnationales du Sud ont contribué, dans une large mesure, aux transactions commerciales et aux apports d'investissements étrangers directs dans les pays les moins avancés. Leur nombre a sensiblement augmenté dans le Sud, passant de 19 en 1990 à 58 en 2005, selon la CNUCED, et les données disponibles montrent qu'elles seraient mieux à même que les sociétés transnationales des pays développés de fournir des biens et services adaptés à des marchés exigus dont les populations ont un faible pouvoir d'achat et de faire face aux risques liés aux activités menées dans des pays caractérisés par une mauvaise gouvernance².

9. Les banques des pays en développement deviennent d'importantes sources de prêt parmi les pays à faible revenu. Selon la Banque mondiale, les emprunteurs des pays à faible revenu ont reçu 17 % du montant total des prêts syndiqués transfrontières Sud-Sud en 2005, soit une légère augmentation, par rapport aux 3 % seulement de la première moitié des années 80. Toujours selon la Banque mondiale, les banques des pays en développement détiennent 27 % des avoirs des banques étrangères dans les pays à faible revenu, alors qu'elles ne détiennent que 3% des avoirs de ces banques dans les pays à revenu intermédiaire³. Au niveau régional, les pays à revenu intermédiaire jouent un rôle de plus en plus important dans le renforcement des liens avec les pays à faible revenu en matière d'investissement.

² Voir CNUCED, *Rapport sur l'investissement dans le monde, 2006 : L'IED en provenance des pays en développement et en transition : incidences sur le développement*.

³ Voir Banque mondiale, *Global Development Finance 2006: The Development Potential of Surging Capital Flows*.

A. Forte augmentation des échanges et des investissements Sud-Sud

10. À la suite de cette évolution et d'autres tendances économiques et politiques dans le Sud, les économistes ont noté l'apparition d'une nouvelle géographie du commerce, les marchés émergents entraînant la forte augmentation des transactions Sud-Sud. La part des pays en développement dans les exportations mondiales est maintenant de 43 % contre 20 % en 1970. Cette tendance s'est accompagnée d'une augmentation remarquable des échanges interrégionaux. Par exemple, le taux de croissance annuelle des exportations africaines vers l'Asie a augmenté, atteignant un niveau record de 30 % entre 2003 et 2006. Fait plus notable, le produit combiné des pays en développement a représenté plus de la moitié du total du produit intérieur brut (PIB) mondial en ce qui concerne la parité du pouvoir d'achat. La part des pays en développement dans les importations mondiales de services commerciaux est maintenant de près de 25 %.

11. Les échanges entre les pays du Sud ont aussi augmenté rapidement ces dernières années. Selon la CNUCED, entre 1999 et 2005, les exportations vers les pays du Sud ont augmenté de 15 % en moyenne et les importations de 75 %. Actuellement, près de la moitié de toutes les exportations des pays en développement sont destinées à d'autres pays en développement. Bien que cette évolution représente des progrès importants pour les pays en développement, il reste des progrès à faire. Les 118 pays appartenant au Mouvement des pays non alignés représentent toujours moins de 20 % des exportations mondiales et moins de 15 % des importations mondiales⁴. En outre, au moins 70 % des barrières commerciales et des tarifs douaniers visant les pays en développement sont imposés par d'autres pays en développement.

12. Les échanges Sud-Sud concernent également le secteur des services. Les activités à forte intensité de main-d'œuvre peu qualifiée sont souvent prédominantes dans ce secteur, qui intervient principalement au niveau régional dans les domaines du transport, des voyages, des assurances et d'autres services fournis aux entreprises. Cependant, le volume et la complexité des services fournis par les pays en développement ont augmenté du fait de l'expansion du volume global des échanges de biens et de services au cours de la dernière décennie. Par exemple, la Chine est devenue l'un des plus importants centres manufacturiers ayant l'un des plus forts taux de croissance et un centre majeur pour la coopération Sud-Sud, alors que l'Inde, grâce à son savoir-faire en matière de mise au point de logiciels et d'informatique, est devenue un centre mondial de services en ce qui concerne l'informatique et les technologies d'ingénierie.

13. Les pays en développement sont devenus d'importantes sources de prêts et d'investissement pour les autres pays en développement. Les flux de capitaux entre les pays en développement, ou les flux Sud-Sud, augmentent maintenant plus rapidement que les flux Nord-Sud, en particulier pour ce qui est des investissements étrangers directs. Entre 1999 et 2005, les apports d'IED dans les pays en développement ont plus que doublé, passant de 6,3 % à 15 %⁵. En 2005, ils représentaient 36 % (soit 334 milliards de dollars) des 916 milliards de dollars

⁴ Des informations concernant le Mouvement des pays non alignés sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.namenetwork.org/cth2.php?nn=abt>.

⁵ Ibid.

représentant le montant total des IED au niveau mondial. Le montant total des flux d'IED vers l'Afrique a atteint 31 milliards de dollars en 2005, ce qui représentait un taux de croissance record de 78 % par rapport à l'année précédente, à la suite principalement de l'augmentation des cours mondiaux des produits de base. Cependant, les disparités régionales persistent, car cinq pays seulement – Afrique du Sud, Égypte, Maroc, Nigéria et Soudan – représentaient 66 % du total des flux vers l'Afrique⁶. Les investissements étant souvent affectés à des méthodes de production à forte intensité de main-d'œuvre dans les pays en développement, l'accroissement des flux d'IED entre les pays du Sud a stimulé la croissance économique de nombre de pays en développement en augmentant les possibilités d'emploi.

14. Bien que la croissance des pays émergents du Sud, les progrès technologiques importants et les capacités aient insufflé, dans une large mesure, ce nouveau dynamisme aux échanges, aux investissements et à l'aide au développement Sud-Sud, un certain nombre de facteurs macroéconomiques modifient également, de façon importante, les relations Sud-Sud. On mentionnera notamment la disponibilité de l'énergie et des produits de base et leur renchérissement. Pour faire face à cette situation, un certain nombre de pays du Sud tels que l'Afrique du Sud, le Brésil, l'Inde, le Nigéria et le Sénégal ont lancé des programmes d'échanges dans le domaine de la science et de la technologie pour développer leurs capacités de fabrication de biocarburant.

15. Selon un rapport établi par la CNUCED en juillet 2006 (A/61/202), les cours mondiaux des produits de base ont augmenté régulièrement à la suite de l'effondrement des prix qui a caractérisé la période 1997-2003. L'augmentation des prix des produits ces dernières années s'explique, dans une large mesure, par l'accroissement du commerce des produits de base Sud-Sud. Toujours selon le rapport, l'indice des prix des matières premières a augmenté, en général, passant à 187 en juin, alors qu'il était en moyenne de 105 en 2003.

16. L'augmentation des prix des produits de base a été, en général, un fait positif pour les pays du Sud, car nombre d'entre eux sont tributaires des exportations de ces produits. Cependant, comme il a été noté dans la première partie, les disparités sont importantes entre les pays en développement, en fonction de la structure des exportations et des importations des différents pays. Les pays exportateurs de pétrole et de ressources minérales, notamment ceux d'Afrique subsaharienne, tels que l'Angola et la Guinée équatoriale, où les termes de l'échange se sont améliorés, ont profité dans une très large mesure de l'augmentation des cours mondiaux, mais les termes de l'échange se sont sensiblement dégradés pour les pays importateurs de pétrole et les pays tributaires de matières premières importées pour la fabrication de produits manufacturés.

B. Relance de la coopération régionale et interrégionale Sud-Sud

17. Les efforts d'intégration régionale et interrégionale se sont intensifiés sensiblement ces dernières années, en partie pour promouvoir une répartition équitable des gains nets et remédier aux inégalités entre les pays en développement, accroître l'intégration économique, faciliter le commerce, promouvoir la

⁶ Voir CNUCED, *Rapport sur l'investissement dans le monde, 2006*.

coopération en vue d'assurer des échanges mutuellement bénéfiques, à l'échelon intrarégional, et partager les connaissances et les données d'expérience en matière de développement dans les domaines d'intérêt commun au sein des régions. Cette section présente brièvement les réalisations marquantes en ce qui concerne les divers efforts d'intégration. On trouvera de plus amples informations dans les documents portant les cotes suivantes : SSC/15/1, SSC/14/1 et A/60/257.

18. Dans la région des États arabes, la création de la grande zone de libre-échange arabe en janvier 2005 a relancé la coopération régionale et sous-régionale. Les accords de collaboration conclus entre la grande zone de libre-échange arabe, le Conseil de coopération du Golfe et l'Union du Maghreb arabe ont eu pour effet une augmentation des exportations et des importations entre 1998 et 2005.

19. En Asie, des efforts soutenus ont été faits pour renforcer la coopération régionale Sud-Sud, avec l'appui d'organisations sous-régionales telles que l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), le Dialogue pour la coopération en Asie, l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR) et l'Organisation de Shanghai pour la coopération.

20. Les pays insulaires du Pacifique ont également développé leur coopération régionale en signant des accords commerciaux. En avril 2006, la Chine, les Îles Cook, les États fédérés de Micronésie, les Fidji, Nioué, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Samoa, les Tonga et Vanuatu, et des délégués australiens et néo-zélandais ont signé un plan d'action de développement et de coopération économiques lors de la première réunion du Forum de coopération Chine-États insulaires du Pacifique pour le développement économique aux Fidji⁷.

21. En Europe orientale, l'intégration régionale s'est beaucoup renforcée grâce à des institutions telles que le Groupe Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan et Moldova (GUAM), devenue en 2006 l'Organisation du GUAM pour la démocratie et le développement économique. La Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et Moldova ont resserré leurs liens économiques et politiques ces dernières années, et financé un certain nombre de projets de développement des infrastructures, tels que le Couloir de transport multimodal international Nord-Sud.

22. Les pays d'Europe centrale et du Sud-Est ont également signé l'Accord de libre-échange d'Europe centrale dont les membres étaient, en 2007, les pays suivants : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, ex-République yougoslave de Macédoine, Moldova, Monténégro, Serbie et la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo au nom du Kosovo (Serbie).

23. En Amérique latine, la Communauté sud-américaine des nations, la Communauté des Caraïbes et le Marché commun du Sud (MERCOSUR) ont créé divers partenariats pour trouver des solutions aux problèmes de télécommunications, d'environnement et d'énergie et se sont engagés à réduire sensiblement les tarifs douaniers et à intensifier l'intégration économique dans leur région.

24. Dans la région de l'Afrique, des organisations telles que l'Union africaine et des organisations sous-régionales telles que le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, la Zone monétaire commune, la Communauté d'Afrique de l'Est, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, l'Union douanière

⁷ <http://www.mfa.gov.cn/eng/zxxx/t244798.htm>.

d'Afrique australe et la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDA) ont mis en œuvre des programmes de développement dans un certain nombre de secteurs critiques, notamment la gouvernance, l'infrastructure, la sécurité alimentaire, la science, la technologie de l'information et des communications.

25. Le Forum du partenariat pour l'Afrique, qu'appuie l'Union africaine et le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (A/57/304, annexe), a convenu, à sa quatrième réunion tenue à Abuja en avril 2005, de mettre au point un processus de suivi comportant des repères bien définis pour mesurer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement et de promouvoir la coordination entre les diverses parties prenantes, notamment les États Membres africains, le Groupe des Huit, l'Organisation de coopération et de développement économiques et d'autres partenaires de développement.

26. En Afrique subsaharienne, un certain nombre de pays à faible revenu suivant l'exemple de l'Inde, de la Malaisie et d'autres pôles technologiques du Sud, ont augmenté les dépenses consacrées à la science et à la recherche-développement pour la technologie. Il s'agit notamment de l'Éthiopie, qui s'est engagée dans un projet d'investissement regroupant les secteurs public et privé qui devrait permettre à tous les Éthiopiens de n'être qu'à quelques kilomètres d'une connexion à haut débit d'ici à la fin de 2007, du Nigéria, qui prévoit de créer une fondation nationale pour la science grâce à un investissement de 5 milliards de dollars et de l'Afrique du Sud, où les fonds consacrés à la recherche-développement doivent augmenter pour atteindre 1 % du PIB d'ici à 2009⁸.

27. Au niveau interrégional, plusieurs sommets et conférences ont permis de concrétiser les engagements que les différents pays ont pris de renforcer les capacités et de consolider les relations dans le cadre de la coopération Sud-Sud en vue d'assurer la croissance économique et le développement. Ces organismes et d'autres réseaux officiels et officieux ont multiplié leurs activités ces dernières années pour trouver des solutions aux questions d'intérêt commun. Par exemple, en août 2007, le huitième Dialogue international de Langkawi s'est tenu en Malaisie pour élargir le champ de la collaboration entre pays en développement. Plus de 500 participants, y compris les chefs de gouvernement de 6 pays de l'ASEAN, de 7 autres pays asiatiques et de 21 pays africains, ont été invités à y participer.

28. Le Forum Asie-Afrique, tenu en novembre 2006, a été marqué par un événement important : la Chine a promis, à cette occasion, de doubler son aide à l'Afrique en la portant à environ un milliard de dollars en 2009, de créer un fonds de développement Chine-Afrique de 5 milliards de dollars pour encourager les entreprises chinoises à investir en Afrique, de fournir des prêts de 3 milliards de dollars à des taux préférentiels et 2 milliards de dollars sous forme de crédits acheteurs à des taux préférentiels à des pays africains, et d'annuler toutes les dettes découlant de prêts sans intérêt, consentis par le Gouvernement chinois, arrivés à échéance à la fin de 2005 pour les 31 pays les plus fortement endettés et les moins avancés d'Afrique qui entretiennent des relations avec la Chine.

29. La lutte contre la propagation de maladies telles que le paludisme, la tuberculose et le VIH/sida a été le principal objectif de nombreux accords interrégionaux Sud-Sud, avec un important soutien financier de pays à revenu

⁸ Voir Hassan Mohamed H. A., « A new dawn for science in Africa » (Une nouvelle ère pour la science en Afrique), *Science*, vol. 316, 29 juin 2007.

moyen. Les chefs d'État de l'Inde, du Brésil et de l'Afrique du Sud, lors d'un sommet tenu en septembre 2006, ont créé un cadre pour lutter contre le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose en accroissant les investissements dans la recherche de vaccins et en améliorant l'accès à de nouvelles technologies médicales de prévention, conformément à l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce.

30. En Afrique subsaharienne, l'accent a été mis, dans les engagements financiers internationaux, sur le rôle de la science et de la technologie dans la promotion du développement durable sur une base interrégionale et triangulaire. En 2005, le Groupe des Huit s'est engagé à consacrer 5 milliards de dollars à la reconstruction d'universités africaines et 3 milliards de dollars à la création de centres d'excellence scientifique sur le continent. Le Brésil s'est engagé à contribuer au renforcement des capacités dans le domaine de la science et de la technologie en Afrique subsaharienne dans le cadre de son programme Pro-Africa, l'accent étant mis sur l'Angola et le Mozambique.

31. La coopération Sud-Sud a été le thème de conférences de haut niveau tenues récemment, notamment celles qui ont eu lieu au Maroc sur la coopération Sud-Sud et le développement humain et à Istanbul sur la mondialisation et les pays les moins avancés, ainsi que lors du Sommet Amérique-Afrique et du Sommet Amérique du Sud-pays arabes.

C. Intensification de la coopération Sud-Sud pour le développement

32. Les tendances macroéconomiques susmentionnées dans le Sud expliquent, dans une large mesure, les faits nouveaux constatés ces dernières années dans les domaines des politiques, des réseaux et du renforcement des institutions aux niveaux national, régional, interrégional et international.

33. À la suite de la nouvelle dynamique observée dans le commerce et l'investissement, nombre de pays, maintenant en mesure d'aider les autres pays en développement, ont intensifié leurs efforts à cet égard à la fois financièrement et en nature. Les pays suivants : Afrique du Sud, Algérie, Arabie saoudite, Brésil, Chili, Chine, Cuba, Égypte, Inde, Malaisie, Nigéria, Qatar, Thaïlande, Tunisie, Turquie et Venezuela (République bolivarienne du), entre autres, apportent une contribution à l'aide au développement d'autres pays en développement. Par exemple, la Thaïlande contribue actuellement à l'aide au développement à un taux comparable à celui de plusieurs pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques, soit 0,13 % de son revenu national brut. En général, les données disponibles montrent que les apports d'aide Sud-Sud à des conditions de faveur ont augmenté, pour atteindre 3 milliards de dollars en 2006, même si ce chiffre (environ 3,75 %) reste un pourcentage modeste des flux d'aide au développement au niveau mondial⁹.

34. Des pays tels que la Chine, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud adoptent actuellement des politiques qui leur permettront de devenir d'importantes sources d'innovation technologique, à l'échelon régional, d'échanges commerciaux et de flux d'investissements, et partant, des pays qui contribueront largement à la

⁹ Ibid.

croissance globale et au développement de leur région et de l'économie mondiale, en général.

35. La Chine a fait de la lutte contre la pauvreté et de l'aide au développement une priorité importante ces dernières années. En 2005, elle a créé, en partenariat avec le Programme pour le développement des Nations Unies (PNUD), le Centre international de lutte contre la pauvreté pour renforcer les échanges internationaux sur la réduction de la pauvreté et renforcer la capacité de la communauté internationale en ce qui concerne la conception et la mise en œuvre de politiques de réduction de la pauvreté¹⁰. Elle a également créé un réseau de coopération Sud-Sud et le Centre de promotion de la coopération Sud-Sud pour renforcer la coopération Sud-Sud et promouvoir les échanges économiques et techniques avec les autres pays en développement¹¹.

36. L'Inde a joué un rôle de dynamisation en recourant à un certain nombre de voies pour aider les autres pays en développement. Depuis 2004, elle a accordé, au total, des lignes de crédit d'un montant de 1,4 milliard de dollars à des taux favorables à d'autres pays du Sud pour le développement de l'infrastructure, le matériel et les fournitures agricoles, les produits pharmaceutiques et autres projets de développement. Dans le cadre du programme indien de coopération technique et économique, elle a fourni plus de 3 milliards de dollars au titre de l'assistance technique à 156 pays du Sud. Elle a également annoncé qu'elle verserait 100 millions de dollars pour la lutte contre la pauvreté dans d'autres pays membres de l'Association sud-asiatique de coopération régionale dans le cadre du Fonds de développement de cette association. Elle a alloué 200 millions de dollars au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, 500 millions de dollars aux pays d'Afrique de l'Ouest et 250 millions de dollars de ligne de crédit à la Banque d'investissement des États de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.

37. Le Brésil a montré la voie en généralisant le traitement des personnes vivant avec le sida et en assurant l'accès aux médicaments à toutes les personnes infectées par le virus. Il a mis à disposition ces médicaments à des coûts modiques en encourageant la fabrication sur place de médicaments et il fournit des antirétroviraux fabriqués sur place à, au moins, 11 autres pays en développement : Bolivie, Burkina Faso, Cap-Vert, Colombie, El Salvador, Guinée-Bissau, Mozambique, Nicaragua, Paraguay, Sao Tomé-et-Principe et Timor oriental. Il coordonne également un réseau international de coopération technique sur le VIH/sida, qui comprend l'Argentine, la Chine, Cuba, la Fédération de Russie, le Nigéria, la Thaïlande et l'Ukraine, pour faciliter le transfert de la technologie de fabrication d'antirétroviraux et en assurer la coordination¹².

38. Outre l'envoi de médecins et d'autres experts dans nombre de pays du Sud, Cuba a aidé le Nigéria à produire de l'éthanol dans le cadre de la coopération Sud-Sud.

¹⁰ <http://www.iprcc.org.cn/subject.php/en/9>.

¹¹ Déclaration du Représentant permanent de la Chine à l'Organisation des Nations Unies à la quinzième session du Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud.

¹² Inter Press Service News Agency, « South America: AIDS meds for all, but at higher prices » (Amérique du Sud : Des médicaments contre le sida pour tous, mais à des prix élevés), 27 juin 2007.

39. L'Afrique du Sud a créé l'Agence sud-africaine de développement international pour montrer qu'elle s'efforce vigoureusement d'accroître l'aide publique au développement. Bien que la politique et le programme sud-africains d'aide au développement fassent toujours l'objet de débats, le Gouvernement se propose actuellement d'accroître le montant de l'assistance aux autres pays du Sud, soit un pourcentage compris entre 0,2 % et 0,5 % du revenu national brut du pays.

40. La Thaïlande a lancé de nombreuses initiatives dans le souci de partager la prospérité dans le cadre de la politique consistant à assurer « la prospérité de ton voisin », notamment, la Stratégie de coopération économique Ayeyawady-Chao Phraya-Mékong, l'Initiative du golfe du Bengale pour la coopération technique et économique plurisectorielle et le Dialogue pour la coopération en Asie, pour n'en citer que quelques-unes. Dans le cadre de la Stratégie de coopération économique du Mékong, elle a participé à 40 projets multinationaux communs et à plus de 200 projets associant également le Cambodge, la République démocratique populaire lao, le Myanmar et le Viet Nam.

41. De même, le Gouvernement malaisien a, dans le cadre de la politique consistant à promouvoir « la prospérité de ton voisin », encouragé les entreprises locales à investir dans d'autres pays en développement et s'emploie à promouvoir des relations fondées sur le commerce et les investissements, mutuellement avantageuses, avec d'autres pays du Sud. Le montant total des investissements que le Gouvernement a réalisés dans d'autres pays en développement s'est élevé à 4,8 milliards de dollars en 2006. En outre, le Gouvernement malaisien a signé 56 accords de garantie des investissements avec d'autres pays du Sud pour encourager et promouvoir les flux d'investissements vers les autres pays en développement. Le montant des investissements à l'étranger de la Malaisie a augmenté, passant de 3 milliards de dollars en 2005 à 5,9 milliards de dollars en 2006¹³.

42. La Tunisie, dans le cadre de l'Agence tunisienne de coopération technique, une organisation à but non lucratif chargée de mettre en œuvre la politique nationale de coopération, a envoyé ou formé des experts et des cadres pour aider les autres pays en développement dans les domaines suivants : réduction de la pauvreté, santé, formation professionnelle, services bancaires, agriculture, ressources en eau et environnement, télécommunications et promotion des femmes, notamment. Depuis sa création, l'organisme tunisien de développement a organisé des stages à l'intention de plus de 2 660 cadres de 39 pays africains et arabes, avec le concours de l'Union européenne, de la Banque islamique de développement, de l'Agence japonaise de coopération internationale, du Programme des Nations Unies pour le développement, de la Banque mondiale et d'autres organisations. À la fin de 2006, il avait affecté 416 experts à des projets de développement à long et court terme dans d'autres pays en développement.

43. La Turquie a également mis en œuvre d'importantes politiques en faveur de la coopération Sud-Sud, en investissant dans le développement de l'énergie, des télécommunications et de l'infrastructure en Albanie, en Bosnie-Herzégovine, en Géorgie, au Kirghizistan, au Kosovo (Serbie), à Moldova et au Monténégro et en signant des accords de libre-échange avec l'Égypte, la Jordanie, l'Autorité

¹³ BERNAMA, « Le montant des investissements de la Malaisie dans les pays du Sud s'élève à 4,8 milliards de dollars en 2006 », 2 juillet 2007.

palestinienne et la République arabe syrienne. La Turquie alloue plus de 50 millions de dollars, chaque année, aux programmes de coopération Sud-Sud par le biais de l'Agence turque pour la coopération et le développement international, qui compte 22 bureaux extérieurs dans divers pays en développement. En 2006 seulement, le nombre des projets mis en œuvre par l'Agence avait augmenté de 66 % par rapport à l'année précédente. Elle a supervisé l'exécution de 930 projets et activités dans 90 pays en développement, en partenariat avec des organismes internationaux, notamment les organismes des Nations Unies, et d'autres pays pour les mettre en œuvre¹⁴.

44. L'Égypte s'emploie également à incorporer la coopération Sud-Sud dans ses politiques et stratégies de développement, en travaillant en partenariat avec le PNUD et d'autres organismes des Nations Unies afin de coordonner et d'exécuter des projets de développement dans d'autres pays. Dans le cadre du Fonds égyptien de coopération technique en faveur de l'Afrique, elle a fourni une assistance humanitaire à, au moins, 30 pays africains et supervisé l'exécution d'au moins 45 projets à ce jour. Elle a également envoyé dans les autres pays en développement au moins 90 experts pour une courte période et 140 autres pour une longue période afin d'assurer des cours de formation et de faciliter le partage des connaissances sur diverses questions, notamment la santé, l'agriculture, les ressources en eau et l'enseignement.

III. Nouveaux défis et possibilités pour la coopération Sud-Sud

45. La nouvelle dynamique, constatée dans l'ensemble du Sud et décrite plus haut, offre d'importantes possibilités de renforcement de la coopération Sud-Sud en vue d'atteindre les objets de développement convenus au niveau international, notamment les objectifs du Millénaire pour le développement. Que faire afin que cette dynamique se traduise par de véritables gains pour tous les pays en développement, en particulier pour ceux qui sont les plus vulnérables aux plans économique et géographique? Tel est le défi permanent à relever. Pour tirer pleinement parti de ces possibilités, il faudra réaffirmer l'engagement en faveur du multilatéralisme, y compris les partenariats secteurs public-privé, et adopter des mesures pratiques plus efficaces en vue d'améliorer la cohérence de l'assistance multilatérale aux initiatives que le Sud lance et soutient. Certains des principaux défis à relever et des possibilités qui s'offrent pour renforcer la coopération Sud-Sud au cours des prochaines années sont examinés dans la présente section.

A. Tirer le meilleur parti possible des solutions Sud-Sud en vue d'atteindre les objectifs de développement convenus au niveau international, y compris les objectifs du Millénaire pour le développement

46. Les décideurs et les dirigeants politiques du monde entier sont de plus en plus conscients du fait que la coopération Sud-Sud est un instrument important et

¹⁴ Déclaration de la délégation turque à la quinzième session du Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud, New York, 30 mai 2007.

efficace pour lutter contre divers problèmes complexes récemment apparus dans le domaine du développement. Lors du Sommet du Sud de 2005, qui s'est déroulé au Qatar, le Groupe des 77 et la Chine ont adopté le Plan d'action de Doha, qu'ils avaient établi en s'inspirant de la Déclaration de Marrakech (2003) et du Programme d'action de La Havane (2000). Ce Plan d'action place la coopération Sud-Sud au cœur des programmes de développement et en souligne l'importance pour lutter contre tout un éventail de défis posés par le développement, notamment en ce qui concerne la santé, la sécurité et la gouvernance, l'environnement et l'énergie, la sécurité alimentaire, la science et la technologie.

47. Dans le monde du Sud, même dans les pays les moins avancés, il est possible d'exploiter un certain nombre de solutions, de méthodes d'action optimales, de connaissances pratiques et de technologies appropriées liées au développement pour aider les groupes de pays les plus vulnérables à atteindre les objectifs de développement convenus au niveau international, notamment les objectifs du Millénaire pour le développement. La Géorgie, le Mexique et la Roumanie ont ainsi entrepris d'importantes réformes en vue d'améliorer les conditions de vie des plus pauvres. Si de nombreux pays d'Afrique subsaharienne continuent de figurer parmi les États les plus défavorisés, des réformes positives ont néanmoins été lancées dans des pays comme le Ghana et la République-Unie de Tanzanie, qui permettront peut-être de tirer des enseignements utiles sur les mesures à prendre pour parvenir à éliminer la pauvreté et la faim dans la région (objectif 1).

48. Plusieurs pays à faible revenu ont sensiblement progressé sur la voie de la réalisation de l'objectif de l'enseignement primaire pour tous (objectif 2). Le Burundi et le Mozambique ont ainsi enregistré dans ce domaine une augmentation de 7,3 % et de 20,9 % respectivement entre 2000 et 2005. De leur côté, certains États arabes ont fait des progrès en matière de promotion de l'égalité des sexes : en 2006, au Koweït et dans les Émirats arabes unis, des femmes ont été élues pour la première fois au Parlement (objectif 3).

49. En Érythrée, pays fragile qui sort d'un conflit, le taux de mortalité infantile a diminué de moitié entre 1990 et 2005, et il en est allé de même pour le taux de mortalité maternelle au Honduras (objectifs 4 et 5).

50. Au Botswana, au Kenya, au Rwanda, en Afrique du Sud, en Ouganda et en Zambie, le taux de VIH/sida est en train de fortement fléchir, conformément à l'objectif 6, et dans ces pays, au moins 50 % des personnes infectées sont prises en charge.

51. Pour ce qui est de l'objectif 7, parmi les nombreux pays qui ont progressé dans le domaine de la préservation de l'environnement, citons l'Inde, qui est parvenue à doubler entre 1990 et 2004 le nombre de personnes ayant accès à des services d'assainissement, et le Malawi et la Namibie, qui ont déjà réalisé l'objectif concernant les sources d'eau potable.

52. Enfin, en ce qui concerne l'objectif 8, qui est d'établir un partenariat mondial pour le développement, de nombreuses institutions régionales et nationales établies par des pays tels que la Chine, la Malaisie, le Rwanda, la Thaïlande et de nombreux autres pays d'Afrique, de la région des États arabes, d'Asie et d'Amérique latine, ont pris des mesures pour encourager la création de partenariats, dans le monde ainsi qu'aux échelons national et régional.

53. Les pays en développement n'ont pas tous progressé au même rythme sur la voie de la réalisation des objectifs de développement convenus au niveau international, en particulier les objectifs du Millénaire pour le développement. Néanmoins, les résultats évoqués ci-dessus révèlent que certains d'entre eux disposent de nombreuses informations et d'une vaste expérience en la matière, qu'il leur suffirait de faire partager aux autres dans le cadre des relations Sud-Sud.

B. Multiplier les démarches multilatérales en vue de surmonter les problèmes de développement communs

54. Alors qu'il est de plus en plus communément admis que la coopération Sud-Sud est l'une des méthodes les plus efficaces pour gérer des problèmes transnationaux complexes auxquels un pays pris isolément ne pourrait faire face, l'Organisation des Nations Unies doit parvenir à renforcer le multilatéralisme et les partenariats non sélectifs ainsi qu'à faire prévaloir les interventions bien coordonnées, de manière à pouvoir tirer parti des ressources disponibles dans le Sud. Le but ici est de travailler de manière complémentaire avec d'autres partenaires pour venir à bout de ces difficultés qui ne connaissent pas de frontières.

55. Ces dernières années, des problèmes nouvellement apparus comme les changements climatiques, l'accentuation de la pauvreté urbaine, les difficultés à assurer l'approvisionnement en énergie, le creusement de la fracture numérique et d'autres questions nécessitant une action concertée des pays du Nord et du Sud, se sont considérablement aggravés. Beaucoup de rapports et de rencontres internationales leur ont été consacrés.

56. Selon les experts, si les changements climatiques se poursuivent au rythme actuel, le PIB par habitant diminuera de 5 à 20 %, ce qui aurait des répercussions disproportionnées sur le monde en développement, puisque pas moins de 220 millions de personnes rien qu'en Afrique et en Asie du Sud resteraient jusqu'à la fin du siècle en-dessous du seuil de pauvreté fixé à 2 dollars par jour¹⁵.

57. En effet, les profondes modifications de la conjoncture mondiale, résultant en partie des changements climatiques (comme les évolutions démographiques causées par les migrations, elles-mêmes notamment dues à la désertification des zones rurales, et l'explosion démographique dans les zones urbaines, essentiellement liée à l'industrialisation rapide), ont provoqué l'apparition dans le Sud de nouveaux obstacles au développement. D'après un rapport qu'a établi le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) en 2007, un milliard de personnes, soit un sixième de la population mondiale, vivent dans des taudis, et 90 % d'entre elles se trouvent dans des pays en développement.

58. En Afrique subsaharienne, 7 citadins sur 10 vivent dans des taudis dépourvus d'installations d'assainissement de base, sans avoir accès à de l'eau potable, ni jouir d'aucun droit au logement. En 15 ans, la population des taudis a presque doublé dans la région, atteignant 200 millions de personnes en 2005. En conséquence, la pauvreté dans le monde augmente plus rapidement en milieu urbain qu'en milieu rural. Cette question revêt une importance particulière pour les pays en

¹⁵ Pour de plus amples renseignements sur cette question, consulter le site : http://www.hm-treasury.gov.uk/independent_reviews/stern_review_economics_climate_change/stern_review_report.cfm.

développement qui, selon le rapport du FNUAP, devraient rassembler d'ici à 2030 80 % de la population urbaine du monde entier¹⁶.

59. Le manque d'accès à des sources d'énergie renouvelables fait lui aussi obstacle au développement. Alors que le prix du pétrole augmente et que l'accès aux ressources est de plus en plus limité, les travaux menés dans le cadre de la coopération Sud-Sud pour trouver de nouvelles sources d'énergie et transférer des technologies afin d'assurer aux pays en développement un approvisionnement énergétique suffisant jouent un rôle crucial vis-à-vis d'autres domaines apparentés, à savoir la sécurité alimentaire, la préservation de l'environnement et la croissance économique.

60. Les changements climatiques sont à l'origine d'autres problèmes connexes dans le domaine du développement. La pénurie d'eau par exemple est l'une des principales menaces qui pèsent sur le monde à l'heure actuelle. Dans son *Rapport mondial sur le développement humain de 2006*, le PNUD en a mis en lumière les implications au regard du développement durable dans les pays du Sud.

61. Les pays du Sud seront de plus en plus souvent tenus d'accroître leurs capacités dans les domaines de la science et de la technologie pour améliorer leur productivité et leur position concurrentielle. Une question à la fois analogue et distincte est la nécessité de renforcer de toute urgence les infrastructures de transport et les liaisons entre les pays en développement, en particulier pour ce qui est des pays les moins avancés. La fracture numérique pourrait bien être le facteur qui décidera de la progression ou de la stagnation économique de certains pays.

62. Au lieu de se réduire, la fracture numérique se creuse rapidement entre les pays développés et les pays moins développés. En 2007, la proportion de la population disposant d'un accès à l'Internet en Afrique reste faible par rapport à celle enregistrée dans d'autres régions (3,5 %, contre 10,5 % en Asie et 16 % en Amérique latine et dans les Caraïbes).

C. Encourager les partenariats Sud-Sud, les partenariats triangulaires et les partenariats public/privé de vaste portée

Partenariats triangulaires Nord-Sud-Sud

63. Les pays en développement se sont accordés à reconnaître que la coopération Sud-Sud continuait de compléter la coopération Nord-Sud mais ne s'y substituait pas, en particulier pour ce qui est de l'aide au développement mais aussi pour de nouveaux domaines de coopération tels que la mise en place d'infrastructures et la gestion des catastrophes. Dans ces conditions, le Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud établi par l'Assemblée générale et l'Assemblée elle-même invitent instamment les pays développés à continuer d'appuyer les initiatives Sud-Sud grâce à des arrangements triangulaires, qui recouvrent des activités menées en collaboration par des groupes de pays en développement, avec l'appui de partenaires du Nord.

64. Si l'évolution de l'aide publique au développement suscite des préoccupations, de nombreux pays développés ont en réalité accru ces dernières années le soutien apporté à la coopération Sud-Sud par l'intermédiaire d'arrangements triangulaires,

¹⁶ Voir Celia W., « U.N. Predicts Urban Population Explosion », *New York Times*, 28 juin 2007.

et ils ont ainsi complété et consolidé les partenariats en place. La meilleure illustration de l'appui offert par les pays développés à la coopération Sud-Sud, c'est l'action menée par les pouvoirs publics pour mettre en œuvre des accords relatifs à l'allégement de la dette et à l'aide, et prendre des mesures à l'échelon international pour lutter contre la pauvreté dans les pays les plus démunis du monde, conformément aux dispositions de la Déclaration du Millénaire, du Consensus de Monterrey, du Plan de mise en œuvre du Sommet mondial pour le développement durable (Plan de mise en œuvre de Johannesburg) et du Consensus de Sao Paulo.

65. Plus récemment, au cours d'une réunion préparatoire du Sommet de Heiligendamm, qui a eu lieu en 2007, les ministres du développement du Groupe des Huit se sont entretenus avec les ministres du développement du Brésil, de la Chine, de l'Inde, du Mexique et de l'Afrique du Sud (dénommés collectivement « outreach 5 », c'est-à-dire le groupe des cinq grands pays émergents), ainsi qu'avec un certain nombre d'organisations africaines œuvrant aux échelons régional et sous-régional. La présidence du Groupe des Huit et les chefs d'État des pays du groupe « Outreach 5 » ont publié une déclaration conjointe dans laquelle ils ont indiqué que leurs pays coopéreraient dans cinq grands domaines, notamment l'investissement transfrontière, la recherche et l'innovation, la lutte contre les changements climatiques et la mise en place d'un approvisionnement en énergie sûr et abordable, en particulier en Afrique. Le bilan des résultats concrets obtenus sera fait et adopté d'un commun accord lors du prochain Sommet du Groupe des Huit, qui se déroulera en Italie. Le Groupe des Huit et les cinq pays mentionnés plus haut ont en outre réitéré leur attachement à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, spécialement en Afrique.

66. L'Union européenne a pris des mesures dynamiques pour s'efforcer, en partenariat avec des organisations régionales en Afrique et en Amérique latine, de réaliser les objectifs de développement à long terme ayant trait au renforcement des capacités et des infrastructures. En 2005, grâce au 10^e Fonds européen de développement, le Conseil européen a constitué une provision d'environ 22,7 milliards d'euros pour la coopération avec les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

67. En décembre 2005, le Conseil européen a adopté la stratégie de l'Union européenne pour l'Afrique, en collaboration avec le Partenariat entre l'Union européenne et l'Afrique sur les infrastructures ainsi que des partenaires africains, des États et des organisations régionales. La Commission européenne a lancé un partenariat entre l'Union européenne et l'Afrique pour contribuer à la réalisation des objectifs fixés par l'Union africaine et le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique. Le 10^e Fonds européen de développement permettra de dégager 5,6 milliards d'euros entre 2008 et 2013 pour dynamiser le développement régional dans quatre domaines critiques : l'énergie, l'eau, les transports, et les technologies de l'information et les réseaux de télécommunications. L'Union européenne entretient aussi de solides relations avec l'Amérique latine et les Caraïbes. Elle a ainsi organisé le quatrième sommet économique Union européenne/Amérique latine-Caraïbes à Vienne, du 11 au 13 mai 2006, et elle a adopté en mars 2006 une stratégie visant à favoriser la croissance et le développement dans les Caraïbes.

68. En Asie, l'Agence japonaise de coopération internationale a lancé en mars 2005 le Programme Asie-Afrique de cogénération de connaissances, et son bureau à

Singapour a invité les pays en développement à suivre 21 cours pendant l'exercice 2006, au titre du Programme de partenariat entre le Japon et Singapour pour le XXI^e siècle. La formation, axée à la fois sur les pays et sur les régions, portait sur des questions telles que la gestion des catastrophes, l'amélioration de l'infrastructure informatique, les négociations commerciales et le développement des opérations bancaires et financières, entre autres. La République de Corée, qui compte parmi les pays pivots à cet égard, a continué d'accorder beaucoup d'importance à la coopération Sud-Sud. Outre qu'elle a partagé avec d'autres les nombreuses données d'expérience très utiles qu'elle avait collectées dans le domaine du développement sans laissés pour compte et ses connaissances en la matière, elle a élargi l'accès au marché en franchise de droits et hors quota aux marchandises provenant des pays les moins avancés, et décidé de faire passer l'aide publique au développement à 0,25 % de son produit national brut d'ici à 2015.

69. Les États-Unis d'Amérique ont proposé de doubler l'aide versée aux pays d'Afrique subsaharienne entre 2004 et 2010, et ils ont mis sur pied le compte du Millennium Challenge en vue d'octroyer jusqu'à 5 milliards de dollars par an aux pays en développement. En 2005, ils ont aussi consacré 2 milliards de dollars aux situations d'urgence humanitaire en Afrique et 1,2 milliard de dollars à la lutte contre le paludisme. En décembre 2006, le Gouvernement américain a reconduit un accord commercial dit *African Growth and Opportunity Act* (loi en faveur de la croissance de l'Afrique et son accès aux marchés), qui aidera à atténuer les éventuelles suppressions d'emplois sur le continent. Cet accord prévoit l'accès en franchise des produits africains sur le marché américain et proroge jusqu'en 2012 la disposition concernant les tissus provenant de pays tiers, qui permet aux fabricants de vêtements en Afrique d'utiliser des matières premières provenant d'autres pays tout en continuant de bénéficier d'un accès préférentiel au marché américain.

Partenariats triangulaires entre les secteurs public et privé et la société civile

70. Ces derniers temps, de plus en plus de personnes, de sociétés, d'organisations non gouvernementales (ONG) et d'experts ont activement participé à l'élaboration de modèles d'activité, de politiques et de programmes novateurs dans le cadre de partenariats entre les secteurs public et privé, dans le but de réduire la pauvreté, de promouvoir la bonne gouvernance et de mettre en place des technologies susceptibles de sauver des vies dans les domaines de la santé, de l'environnement et de la sécurité alimentaire.

71. S'agissant des partenariats entre les secteurs public et privé qui visent à favoriser le développement durable, la Fondation de l'Alliance entre secteur public et secteur privé, établie en 2006, a mis en contact des personnes, des groupes, des autorités publiques, des ONG, des donateurs et des entreprises pour qu'ils collaborent et dégagent des fonds en faveur des personnes et des collectivités démunies dans les pays en développement, dans le but de les rendre plus autonomes. La Fondation appuie la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement ainsi que les principes de l'Alliance des Nations Unies entre secteur public et secteur privé pour le développement rural. Ses travaux s'inscrivent ainsi parmi les nombreuses entreprises menées par le système des Nations Unies et des acteurs extérieurs pour faciliter la participation des sociétés aux travaux mis en œuvre pour promouvoir les activités favorables aux pauvres, stimuler le

renforcement des capacités des entreprises et encourager les investissements, les échanges commerciaux et les activités connexes en faveur du développement rural durable¹⁷.

72. Certaines personnes ont également joué un rôle clef dans la mise sur pied de programmes novateurs en faveur du développement durable au niveau local. Mohammed Yunus, lauréat du prix Nobel de la paix en 2006, a créé un programme de prêt local axé sur le microcrédit qui s'est révélé très efficace et a contribué à atténuer la pauvreté au Bangladesh. Compte tenu du succès de la Banque Grameen, des programmes de prêt similaires ont été mis en œuvre dans d'autres pays en développement. D'autres personnes, comme Mo Ibrahim, cadre-dirigeant d'African Celtel, ont financé elles-mêmes des activités de développement visant à favoriser la bonne gouvernance et les projets commerciaux de grande envergure en Afrique. M. Ibrahim a récemment subventionné le Prix de l'initiative africaine, décerné en son nom, et il a fait don de 150 millions de dollars pour créer le Fonds d'entreprise africain, qui a pour but d'aider des sociétés africaines prometteuses dans les domaines des services financiers, des biens de consommation, de l'énergie et de l'agroalimentaire en leur apportant un soutien financier et des connaissances spécialisées en gestion¹⁸.

73. Des ONG comme Biopact, qui s'efforce depuis Bruxelles de créer des partenariats triangulaires pour mobiliser des fonds et des ressources, encourager les partenariats et diffuser des informations sur les sources d'énergie renouvelables en Afrique¹⁹, se sont attaquées aux problèmes apparus dans le domaine du développement. De nombreuses autres ONG ont été mises sur pied pour recenser les partenariats stratégiques nécessaires et en établir dans des domaines relativement nouveaux ou en rapport avec les nouvelles technologies, afin de promouvoir des solutions propices au développement durable dans les régions les plus pauvres du monde.

74. Les universités ont elles aussi entrepris de faire figurer les initiatives Sud-Sud dans leurs programmes, en enseignant les théories sur le développement et en organisant des débats d'orientation dans leurs murs. En partenariat avec l'Association indienne pour le rayonnement de la science, le Centre national d'excellence en biologie moléculaire et le Centre international des sciences chimiques et biologiques (tous deux au Pakistan), l'Académie des sciences du monde en développement a complété son programme de bourses Sud-Sud, qui est destiné à des établissements au Brésil, en Chine et en Inde et est le plus important au monde.

75. Dans le secteur privé également, de nombreuses mesures ont été prises en faveur du développement. Ainsi, en Afrique subsaharienne, des entreprises collaborent avec des organisations gouvernementales, sous-régionales et régionales pour aider à la mise en place des infrastructures, à l'extension du réseau des technologies de la communication et à la mise en œuvre de divers projets régionaux de développement. Entre 2002 et 2005, la Banque africaine de développement a subventionné 16 projets du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, à hauteur de 629 millions de dollars. En 2006, elle s'est associée à la

¹⁷ <http://www.ppafoundation.org/index.htm>.

¹⁸ Voir « Face Value: Africa Calling », *The Economist*, 24 mai 2007.

¹⁹ <http://www.biopact.com/site/goals.html>.

CDAА pour promouvoir le développement des infrastructures, et elle prévoit d'ouvrir de nouveaux bureaux dans un certain nombre de pays de la Communauté.

D. Renforcement de la cohérence de l'aide du système des Nations Unies à la coopération Sud-Sud

76. Ce sont les pays en développement eux-mêmes qui sont l'élément moteur de la coopération Sud-Sud, que ce soit au niveau bilatéral, régional ou interrégional. L'impulsion doit venir du Sud, aussi est-ce sur les orientations données par les pays du Sud que les organismes des Nations Unies ont élaboré leurs programmes et priorités de coopération Sud-Sud. Sous la supervision générale du Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud de l'Assemblée générale, le système des Nations Unies s'est employé à promouvoir et à appuyer cette coopération par le biais des divers organismes, institutions spécialisées, commissions régionales, fonds et programmes, le Groupe spécial pour la coopération Sud-Sud, établi dans les locaux du PNUD servant de coordonnateur et de centre de liaison à l'échelle du système (voir SSC/15/1 et 2).

77. Durant la période à l'examen, diverses entités des Nations Unies se sont efforcées d'intégrer l'aide à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire dans leurs moyens d'action ou leurs stratégies globales. Le PNUD, par exemple, a institué la coopération Sud-Sud comme l'un des six facteurs déterminants l'efficacité du développement dans son plan de financement pluriannuel pour 2004-2007, d'où l'augmentation sensible de solutions Sud-Sud appliquées par ses bureaux de pays. Dans son plan stratégique pour 2008-2011, la coopération Sud-Sud figure parmi les trois principes concernant l'efficacité des activités de développement pour l'application des programmes de pays et programmes régionaux. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a fait de la coopération Sud-Sud un élément de base de son programme de travail pour 2008-2009. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a fait de la coopération Sud-Sud une composante essentielle de son programme et budget pour 2008-2009 et la modalité principale afin de réaliser l'objectif de l'éducation pour tous d'ici à 2015. D'autres organismes des Nations Unies se sont engagés dans cette voie.

78. Certaines entités des Nations Unies ont abandonné une approche ponctuelle au profit d'une démarche plus systématique qui consiste à mettre en place des capacités institutionnelles autonomes dans les pays du Sud. L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) a ainsi créé, en 2007, le premier Centre de coopération industrielle Sud-Sud en Inde et prévoit d'en créer d'autres en Afrique du Sud, au Brésil, en Chine et en Égypte. Le Groupe spécial pour la coopération Sud-Sud a poursuivi son initiative novatrice concernant la mise en place d'un système mondial Sud-Sud de bourses aux actifs et à la technologie soutenu par les politiques publiques, obéissant aux lois du marché et s'autofinçant. Ce système permettrait aux organismes des Nations Unies et autres partenaires de développement, dont le secteur privé et les organisations de la société civile, de favoriser la création de petites et moyennes entreprises dans le Sud et le transfert de connaissances et de technologies entre les pays du Sud.

79. Si la plupart des organismes et institutions spécialisées des Nations Unies, y compris les commissions économiques régionales, ont continué d'ancrer leurs

initiatives Sud-Sud sur une région ou un secteur particulier, certains ont choisi une approche plus ouverte associant un plus grand nombre d'entités des Nations Unies et d'autres partenaires de développement qui ont pu mettre leurs compétences techniques et leurs ressources au service d'initiatives interrégionales ou multisectorielles Sud-Sud. Avec l'aide du Groupe spécial pour la coopération Sud-Sud, l'Organisation mondiale du Travail, la CNUCED, l'UNESCO, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle et la Banque mondiale ont conjugué leurs efforts pour aider les pays du Sud à mettre en valeur le potentiel économique et social encore inexploité du secteur de l'économie créative aux fins du développement, initiative associant un grand nombre de pays et de partenaires de développement de toutes les régions. Une collaboration interorganisations similaire a été établie avec la Banque asiatique de développement, la Banque interaméricaine de développement, l'Organisation internationale pour les migrations, le Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, le PNUD, l'UNICEF et la Banque mondiale, concernant les envois de fonds et le développement Sud-Sud.

80. Afin d'améliorer la cohérence de l'appui des Nations Unies à la coopération Sud-Sud, le Groupe des Nations Unies pour le développement, par l'intermédiaire du réseau de coordonnateurs résidents, a souligné la nécessité d'adopter une approche mieux coordonnée concernant l'aide aux pays partenaires qui souhaitent intégrer la coopération Sud-Sud dans leurs stratégies de coopération pour le développement. Le coordonnateur résident en Tunisie a réuni, à la demande de ce pays, les représentants de tous les organismes des Nations Unies et des principaux pays donateurs pour aider le Gouvernement à élaborer un cadre de politique générale de coopération Sud-Sud et une stratégie de mise en œuvre. Un soutien similaire a été apporté au Chili, à l'Égypte, à la Malaisie, au Maroc et à la Thaïlande par l'intermédiaire des coordonnateurs résidents. Le Comité exécutif pour les affaires économiques et sociales a également accordé une attention prioritaire à la coopération Sud-Sud dans ses travaux. Ainsi, les responsables du Comité ont décidé d'institutionnaliser la coopération Sud-Sud dans le cadre de leurs activités de développement ordinaires et par des efforts conjoints, afin de maximiser les avantages de cette coopération et d'atteindre les objectifs de développement convenus sur le plan international, y compris les objectifs du Millénaire pour le développement.

81. La coopération Sud-Sud est de toute évidence considérée à présent comme une activité prioritaire pour les hauts responsables de nombreux organismes des Nations Unies, comme l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Fonds international de développement agricole, la CNUCED, le PNUD, le PNUE, l'UNESCO, le FNUAP, l'UNICEF, l'ONUDI, le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU, le Programme alimentaire mondial et l'Organisation mondiale de la santé. Cela est reflété non seulement par l'intégration croissante de cette coopération dans leurs stratégies globales et leurs programmes, mais aussi dans les mesures spécifiques prises par certains pour élever le niveau de leurs centres de coordination Sud-Sud et allouer davantage de ressources à cette fin. Le PNUE, par exemple, a reclassé son service de coordination qui est devenu, en septembre 2005, le Groupe de la coordination Sud-Sud. Le désir et la volonté de renforcer la coordination et la cohérence au sein du système des Nations Unies à l'appui de la coopération Sud-Sud ont été clairement exprimés par plus de 20 organisations lors de la réunion des centres de coordination Sud-Sud,

organisée par le Groupe spécial pour la coopération Sud-Sud en conjonction avec la quinzième session du Comité de haut niveau, qui s'est tenue du 29 mai au 1^{er} juin 2007.

E. Étude de mécanismes novateurs de financement des échanges Sud-Sud

82. Ces dernières années, l'aide au développement Sud-Sud a fortement augmenté. Des pays comme le Brésil, la Chine, l'Inde, la Malaisie, la Thaïlande et la Turquie ont renforcé leurs capacités institutionnelles afin de coordonner et de financer les programmes Sud-Sud, ouvrant ainsi la voie à une nouvelle forme de coopération internationale plus participative pour le développement.

83. À la base de ces nouveaux arrangements de financement inclusifs, il y a l'idée de l'avantage mutuel, créé lorsque l'aide au développement Sud-Sud vise aussi bien les intérêts du fournisseur que ceux du bénéficiaire. La réalité est que chaque pays a un rôle à jouer et peut contribuer au développement de son voisin, comme les États Membres l'ont souligné à la quinzième session du Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud. Par ailleurs, en mettant à profit cette solidarité qui existe depuis longtemps entre eux, les pays du Sud peuvent parvenir à une répartition plus équitable des fruits de la mondialisation tout en réduisant les effets négatifs.

84. Ainsi, par le biais de la solidarité Sud-Sud, les pays à revenu intermédiaire se doivent d'aider davantage les pays les plus vulnérables, y compris les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement. Cette forme de financement inclusif du développement contribuera dans une large mesure à la mise en œuvre des engagements contractés dans le cadre du Consensus de Monterrey en matière de financement du développement, sans pour autant dispenser les pays donateurs du Nord de tenir leurs propres engagements.

85. Les arrangements financiers multilatéraux, tels que l'Initiative IBSA, partenariat entre l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud, démontrent la volonté collective des pays du Sud de mettre en commun leurs ressources financières, politiques et opérationnelles pour combattre le sida, la faim et la pauvreté. Le Fonds de développement sino-africain mentionné plus haut représente une autre initiative multilatérale, qui vise à promouvoir une coopération interrégionale élargie avec un financement de 5 milliards de dollars.

86. Le Fonds des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, présenté au deuxième Sommet du Sud du Groupe des 77 et de la Chine comme le principal mécanisme de financement multilatéral pour la promotion de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, a vu le nombre des pays contributeurs augmenter considérablement, passant de 5 avant 2005 à 22 au milieu de 2007²⁰, notamment par le biais d'arrangements relatifs à la participation aux coûts et d'autres arrangements innovants.

²⁰ Afrique du Sud, Algérie, Bénin, Brésil, Chine, Comores, Égypte, États-Unis d'Amérique, Inde, Iran (République islamique d'), Irlande, Jamaïque, Japon, Maroc, Nigéria, Qatar, République de Corée, Samoa, Trinité-et-Tobago, Tuvalu, Venezuela (République bolivarienne du) et la Fondation Ford.

87. Ces nouveaux types d'arrangements financiers, qui comprennent des contributions au développement en nature, vont au-delà des formes d'aide traditionnelles et, lorsqu'ils sont établis sur une base multilatérale, offrent d'énormes possibilités pour le développement des initiatives Sud-Sud.

IV. Recommandations

88. Compte tenu des conclusions du présent rapport qui font ressortir la nouvelle dynamique du Sud, ainsi que les nouvelles possibilités en matière de développement et les problèmes à surmonter dans ce domaine, l'Assemblée générale souhaitera peut-être encourager les États Membres et leurs partenaires de développement, dont les organismes des Nations Unies :

a) À optimiser la mise en œuvre d'approches Sud-Sud pour réaliser les objectifs de développement convenus sur le plan international, y compris les objectifs du Millénaire pour le développement;

b) À intensifier le soutien multilatéral aux initiatives Sud-Sud afin de surmonter les problèmes communs en matière de développement;

c) À favoriser des partenariats inclusifs aux fins de la coopération Sud-Sud, y compris des partenariats triangulaires et des partenariats entre les secteurs public et privé;

d) À améliorer la cohérence de l'aide du système des Nations Unies à la coopération Sud-Sud en renforçant la coopération interorganisations, en élaborant des programmes communs et en retenant les enseignements tirés de l'expérience et les meilleures pratiques; et

e) À continuer de mettre en place des mécanismes novateurs afin de mobiliser des ressources pour financer les initiatives Sud-Sud et triangulaires, y compris par des contributions au Fonds des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud.